

Le Luxembourg en récession | Paperjam News

Écrit par [Marc Fassone](#)

Publié à 14:10

Partager



Entendu par le formateur lors de la négociation de l'accord de coalition, Serge Alegrezza avait prévenu que la conjoncture allait se dégrader ces prochains mois. (Photo: Romain Gamba/Maison Moderne/Archives)

Ce n'était qu'une hypothèse en octobre, c'est désormais officiel: le Luxembourg est en récession. Le Statec revoit ses prévisions de croissance pour 2023 à la baisse à -1% contre +1,5% précédemment.

«2023 aura été une année morose pour l'économie luxembourgeoise», commente le directeur du Statec, . Et comme s'il fallait ajouter l'injure à l'insulte, 2023 sera une année de croissance pour la zone euro à +0,5%. Une faible croissance qui pourrait cependant encore se transformer en récession si la conjoncture venait à se dégrader plus avant. La croissance mondiale, même entrée dans une phase de ralentissement devrait atteindre les 3%, portée par les économies émergentes.








Le secteur financier dans le rôle du boulet

Ce mauvais résultat pour la croissance s'explique d'abord par les mauvais résultats du secteur financier en termes de volume (-6%). Ce qui n'étonne pas Serge Allegrezza qui constate que depuis la grande récession consécutive à la crise bancaire de 2008-2009, les six fois où le PIB en volume a progressé moins rapidement que celui de la zone euro (2008, 2011, 2017, 2018, 2023 et 2024), «c'était souvent lorsque l'activité dans le secteur financier diminuait en volume».

D'autres branches de l'activité contribuent à la performance négative de l'économie en 2023: la construction qui souffre de la remontée des taux d'intérêt, le transport qui malgré la reprise à l'échelle européenne est handicapé au Luxembourg par un recul du fret aérien et du secteur de l'informatique et de la communication. «Quelques signes de redressement proviennent de l'industrie et des services non financiers, mais ceux-ci sont très récents et encore très timides».

Dans l'ensemble, les entreprises luxembourgeoises disent souffrir d'une demande insuffisante et d'une hausse des contraintes financières.

Résumé de la prévision

| | 2022 | Scénario central | | Durcissement des conditions de crédit | | Épuisement du surplus d'épargne | |
|--|-------|------------------|------|---------------------------------------|------|---------------------------------|------|
| | | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 |
| <i>Evolution en % sauf si spécifié différemment</i> | | | | | | | |
|  PIB en vol. | 1.4 | -1.0 | 2.0 | -1.1 | 0.7 | -0.9 | 3.2 |
|  Emploi total intérieur | 3.4 | 2.1 | 1.3 | 2.0 | 0.8 | 2.1 | 1.7 |
|  Taux de chômage (% de la pop. act.) | 4.8 | 5.2 | 5.9 | 5.2 | 6.2 | 5.2 | 5.7 |
|  Indice des prix à la consommation (IPCN) | 6.3 | 3.8 | 2.6 | 3.8 | 2.5 | 3.8 | 2.6 |
|  Coût salarial moyen | 5.8 | 6.3 | 3.1 | 6.3 | 2.9 | 6.3 | 3.3 |
|  Solde public (% du PIB) | -0.3 | -1.7 | -2.7 | -1.7 | -3.4 | -1.6 | -2.2 |
|  Emissions de gaz à effet de serre | -12.0 | -1.9 | -1.3 | -1.9 | -2.2 | -1.9 | 0.0 |

STATEC

page
18

Les chiffres clés de la dernière note de conjoncture du Statec Statec

2024 s'annonce un peu mieux avec une croissance de 2% du PIB en volume. 2024 bénéficiera de la résistance de la consommation privée des ménages et des dépenses publiques et d'une reprise des exportations sur fond d'éléments stabilisant comme une légère remontée de la croissance en zone euro (+0,8%) et la baisse attendue des taux d'intérêt. «Toutefois, avec un maigre +2% prévu sur le PIB en volume en 2024, et considérant aussi le manque d'entrain conjoncturel déjà observé en 2022 (+1,4%), les années 2022 à 2024 sont à considérer comme un épisode de contre-performance économique du Luxembourg», résume le patron du Statec. L'institut de statistiques ajoute que les effets des premières mesures du gouvernement relatives aux baisses d'impôts n'ont pas été intégrés dans le calcul des différents scénarios macroéconomiques.

-2,7% de déficit public en 2024

Sur le front de l'inflation, le Statec s'attend pour la zone euro à un retour au niveau cible des 2% pour 2024 après un pic à 5,6% en 2023. Pour le Luxembourg, les prévisions sont de 3,8% pour 2023 et de 2,6% pour 2024. Ce qui entraînera cette année-là le déclenchement d'une tranche indiciaire. Le coût salarial moyen devrait progresser de 6,3% en 2023, puis ralentir à +3,1% en 2024, «en raison d'une contribution plus faible de l'indexation et de la compensation aux employeurs du coût de la tranche indiciaire de septembre 2023 l'année prochaine».

L'évolution du marché du travail suit celle de la croissance: malgré une légère remontée de l'activité en 2024, l'emploi devrait encore ralentir (+1,3% en 2024 après +2,1% pour 2023) et le chômage continuer à s'accroître vers 5,9% de la population active, «renouant avec sa moyenne des 15 dernières années».

Sur le front des finances publiques, le Statec s'attend à un ralentissement marqué de la croissance des recettes fiscales ainsi que des dépenses publiques en 2024. Mais la croissance des dépenses demeurerait toutefois plus forte que celle des recettes en 2023 et en 2024, creusant le déficit public à -1,7% du PIB en 2023 puis -2,7% en 2024. Les mesures annoncées dans l'accord de coalition n'ont pas été intégrées dans ces prévisions précise le Statec.

Le Luxembourg en récession

Écrit par [Marc Fassone](#)

Publié à 14:10

Partager



Entendu par le formateur lors de la négociation de l'accord de coalition, Serge Alegrezza avait prévenu que la conjoncture allait se dégrader ces prochains mois. (Photo: Romain Gamba/Maison Moderne/Archives)

Ce n'était qu'une hypothèse en octobre, c'est désormais officiel: le Luxembourg est en récession. Le Statec revoit ses prévisions de croissance pour 2023 à la baisse à -1% contre +1,5% précédemment.

«2023 aura été une année morose pour l'économie luxembourgeoise», commente le directeur du Statec, . Et comme s'il fallait ajouter l'injure à l'insulte, 2023 sera une année de croissance pour la zone euro à +0,5%. Une faible croissance qui pourrait cependant encore se transformer en récession si la conjoncture venait à se dégrader plus avant. La croissance mondiale, même entrée dans une phase de ralentissement devrait atteindre les 3%, portée par les économies émergentes.








Le secteur financier dans le rôle du boulet

Ce mauvais résultat pour la croissance s'explique d'abord par les mauvais résultats du secteur financier en termes de volume (-6%). Ce qui n'étonne pas Serge Allegrezza qui constate que depuis la grande récession consécutive à la crise bancaire de 2008-2009, les six fois où le PIB en volume a progressé moins rapidement que celui de la zone euro (2008, 2011, 2017, 2018, 2023 et 2024), «c'était souvent lorsque l'activité dans le secteur financier diminuait en volume».

D'autres branches de l'activité contribuent à la performance négative de l'économie en 2023: la construction qui souffre de la remontée des taux d'intérêt, le transport qui malgré la reprise à l'échelle européenne est handicapé au Luxembourg par un recul du fret aérien et du secteur de l'informatique et de la communication. «Quelques signes de redressement proviennent de l'industrie et des services non financiers, mais ceux-ci sont très récents et encore très timides».

Dans l'ensemble, les entreprises luxembourgeoises disent souffrir d'une demande insuffisante et d'une hausse des contraintes financières.

Résumé de la prévision

| | 2022 | Scénario central | | Durcissement des conditions de crédit | | Épuisement du surplus d'épargne | |
|--|-------|------------------|------|---------------------------------------|------|---------------------------------|------|
| | | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 | 2023 | 2024 |
| <i>Evolution en % sauf si spécifié différemment</i> | | | | | | | |
|  PIB en vol. | 1.4 | -1.0 | 2.0 | -1.1 | 0.7 | -0.9 | 3.2 |
|  Emploi total intérieur | 3.4 | 2.1 | 1.3 | 2.0 | 0.8 | 2.1 | 1.7 |
|  Taux de chômage (% de la pop. act.) | 4.8 | 5.2 | 5.9 | 5.2 | 6.2 | 5.2 | 5.7 |
|  Indice des prix à la consommation (IPCN) | 6.3 | 3.8 | 2.6 | 3.8 | 2.5 | 3.8 | 2.6 |
|  Coût salarial moyen | 5.8 | 6.3 | 3.1 | 6.3 | 2.9 | 6.3 | 3.3 |
|  Solde public (% du PIB) | -0.3 | -1.7 | -2.7 | -1.7 | -3.4 | -1.6 | -2.2 |
|  Emissions de gaz à effet de serre | -12.0 | -1.9 | -1.3 | -1.9 | -2.2 | -1.9 | 0.0 |

STATEC

page
18

Les chiffres clés de la dernière note de conjoncture du Statec Statec

2024 s'annonce un peu mieux avec une croissance de 2% du PIB en volume. 2024 bénéficiera de la résistance de la consommation privée des ménages et des dépenses publiques et d'une reprise des exportations sur fond d'éléments stabilisant comme une légère remontée de la croissance en zone euro (+0,8%) et la baisse attendue des taux d'intérêt. «Toutefois, avec un maigre +2% prévu sur le PIB en volume en 2024, et considérant aussi le manque d'entrain conjoncturel déjà observé en 2022 (+1,4%), les années 2022 à 2024 sont à considérer comme un épisode de contre-performance économique du Luxembourg», résume le patron du Statec. L'institut de statistiques ajoute que les effets des premières mesures du gouvernement relatives aux baisses d'impôts n'ont pas été intégrés dans le calcul des différents scénarios macroéconomiques.

-2,7% de déficit public en 2024

Sur le front de l'inflation, le Statec s'attend pour la zone euro à un retour au niveau cible des 2% pour 2024 après un pic à 5,6% en 2023. Pour le Luxembourg, les prévisions sont de 3,8% pour 2023 et de 2,6% pour 2024. Ce qui entraînera cette année-là le déclenchement d'une tranche indiciaire. Le coût salarial moyen devrait progresser de 6,3% en 2023, puis ralentir à +3,1% en 2024, «en raison d'une contribution plus faible de l'indexation et de la compensation aux employeurs du coût de la tranche indiciaire de septembre 2023 l'année prochaine».

L'évolution du marché du travail suit celle de la croissance: malgré une légère remontée de l'activité en 2024, l'emploi devrait encore ralentir (+1,3% en 2024 après +2,1% pour 2023) et le chômage continuer à s'accroître vers 5,9% de la population active, «renouant avec sa moyenne des 15 dernières années».

Sur le front des finances publiques, le Statec s'attend à un ralentissement marqué de la croissance des recettes fiscales ainsi que des dépenses publiques en 2024. Mais la croissance des dépenses demeurerait toutefois plus forte que celle des recettes en 2023 et en 2024, creusant le déficit public à -1,7% du PIB en 2023 puis -2,7% en 2024. Les mesures annoncées dans l'accord de coalition n'ont pas été intégrées dans ces prévisions précise le Statec.